

Les mouvements de jeunesse

15-20 mars 2016



GOBILLE Boris, *Mai 68*, Eds. La Découverte, Paris, 2008, pp. 10-33.

I / Le mouvement étudiant

Les sources de la crise étudiante

Une crise de la politisation étudiante organisée

À la veille de Mai 68, il y a dans le monde étudiant une crise de la politisation *organisée*. L'UNEF [Monchablon, 1988, 1992, 1995], le principal syndicat étudiant, fort de 100 000 membres en 1960, soit un étudiant sur deux, n'en rassemble plus qu'entre 30 000 et 50 000 en 1965, soit un étudiant sur dix, alors que les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont plus que doublé entre 1961 et 1968. La baisse de ses effectifs et la suppression de sa subvention publique en 1964 la plongent dans une « détresse financière ». Elle est politiquement isolée, exception faite de ses liens avec la nouvelle direction du SNESup emmenée par A. Geismar. Privée d'un de ses viviers traditionnels — la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), normalisée en 1965 par l'épiscopat —, l'UNEF connaît par ailleurs un véritable « émiettement intérieur ». Nombre de ses AGE (associations générales des étudiants, une par site universitaire) s'écartent de la direction nationale, quand elles ne tombent pas aux mains de groupes concurrents comme les situationnistes qui, à Strasbourg en novembre 1966, s'emparent de l'AFGES et publient leurs thèses dans une brochure signée Mustapha Khayati et intitulée *De la misère en milieu étudiant...* Elle devient alors l'enjeu d'un « ballet de groupuscules » qui s'en disputent le contrôle. S'y opposent en particulier les étudiants du PSU (les ESU), qui enlèvent la

direction en janvier 1967, l'Union des étudiants communistes (UEC) qui domine plusieurs AGE de province, et le CLER, groupe trotskiste qui se transforme en Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) en avril 1968. Si ces groupes tentent d'en prendre le contrôle malgré sa fragilité, c'est que l'UNEF conserve un capital symbolique important lié à son rôle dans les luttes contre la guerre d'Algérie en 1960. Mais c'est sans projet fédérateur qu'elle traverse les années 1962-1968.

La « Gauche syndicale », qui la dominait de 1963 à 1966 et qui devient ensuite une matrice du gauchisme, échoue à rallier les étudiants à la revendication de l'allocation d'études destinée à salarier et homogénéiser un milieu étudiant aux conditions sociales éclatées. L'échec de sa tentative d'occupation de la Sorbonne le 21 février 1964 pousse certains militants de la « Gauche syndicale » à s'en éloigner pour fonder à Paris en mars 1968 le Mouvement d'action universitaire (MAU), premier à appeler, en mai, à la formation de comités d'action. La réforme Fouchet — engagée depuis 1963, elle vise initialement la spécialisation scientifique et professionnelle des filières, la révision des cursus et des programmes, la sélection à l'entrée des facultés, et aggrave en fait la rigidité pédagogique et le sous-encadrement administratif et enseignant [Fischer, 2000] — vivifie la contestation mais n'offre pas de nouvelles adhésions à l'UNEF. Oscillant entre réformisme et révolution, elle parvient tout de même à mobiliser lorsqu'elle appelle à manifester contre la guerre au Vietnam. Elle soutient la création des comités d'action lycéens ainsi que le mouvement des résidences universitaires. Celui-ci, commencé en 1965 à la cité universitaire d'Antony, met en cause la rigueur des règlements intérieurs qui empêchent par exemple les visites des garçons aux filles. Il se radicalise en 1967 et début 1968, à Nanterre (occupation du bâtiment des filles le 21 mars 1967), à Nantes, mais aussi à Rennes, Besançon et Saint-Étienne. Et, si l'UNEF parvient tout de même en mai-juin 1968 à jouer un rôle mobilisateur, malgré sa fragilité encore accentuée par la vacance de sa direction laissée par intérim à son vice-président J. Sauvageot fin avril, c'est en raison de sa position au carrefour de plusieurs sensibilités étudiantes, de la solidarité avec le Vietnam aux questions relatives à la condition étudiante en passant par le mouvement lycéen.

L'UEC traverse elle aussi depuis plusieurs années une crise profonde [Pudal et Matonti, 2008]. Ses velléités d'indépendance à l'égard du PCF, notamment *via* son organe *Clarté*, très lu dans le milieu étudiant, sont à l'origine d'une crise rampante depuis la fin des années 1950. Sa volonté de suivre l'UNEF dans sa manifestation contre la guerre d'Algérie du 27 octobre 1960 est contrée par le Parti communiste. Ce conflit fondateur en appelle d'autres. Lors de son sixième congrès de février 1963, l'UEC adopte un programme relativement autonome, notamment sur la question de la nouvelle situation étudiante et l'alliance avec les ouvriers. Elle ovationne aussi le délégué des Jeunesses communistes italiennes, alors que les relations du PCF avec un PCI précocement déstalinisé sont conflictuelles. Le PCF entreprend alors de redresser l'UEC et parvient à y marginaliser la tendance « italienne », d'abord en mars 1964, puis en mars 1965, avec l'appui d'une partie de l'« aile gauche » de l'UEC incarnée par le cercle de la rue d'Ulm. En octobre, c'est le secteur Lettres de la Sorbonne, opposé à la candidature unique de la gauche à la présidentielle de 1965 et proche des trotskistes, qui est dissous. De cette scission naît la JCR trotskiste. À son tour, le cercle d'Ulm, qui organise des cellules maoïstes clandestines au sein de l'UEC en février 1966 et fonde l'Union des jeunesses communistes (marxistes-léninistes) en novembre, est liquidé. Désormais « débarrassée » de son aile « droite » dite « italienne » et de ses ailes « gauches » trotskiste et maoïste, l'UEC perd de son audience dans le milieu étudiant et s'en tient peu ou prou, en mai-juin 1968, à un suivisme orthodoxe des positions du PCF.

L'offre politique en milieu étudiant est ainsi, à la veille de Mai 68, privée de ses organisations « de masse » et fragmentée en groupes minoritaires, coopérant parfois, se faisant concurrence le plus souvent, et contribuant pour la plupart à entretenir l'agitation dans les facultés : UNEF, groupes trotskistes FER, JCR, et Voix ouvrière, Internationale situationniste, MAU, UEC, UJC(ml) et PCMLF maoïstes, syndicats enseignants SGEN-CFDT et SNESup, comités d'action lycéens (CAL) et enfin groupes anarchistes affiliés ou non à la Fédération anarchiste, très présents dans le mouvement de mai-juin, mais plutôt sur le plan des idées et plus à titre individuel qu'organisationnel. Les ESU (étudiants du PSU) et le PSU lui-même sont aussi présents, leur influence

dans les mobilisations des années 1965-1968 est bien réelle, mais ils sont traversés de courants et de luttes d'influence qui en fragilisent l'unité et qui vont générer en mai-juin 1968 de nombreuses tensions internes entre « modérés », mendésistes et radicaux [Fisera, 1992].

Quant au Mouvement du 22 mars, il se constitue le 22 mars 1968 à Nanterre avec l'occupation de la salle du Conseil de la faculté, pour protester contre l'arrestation de cinq étudiants du Comité Vietnam national et de la JCR qui avaient participé à une opération contre le siège de l'American Express. Il est le produit de la convergence entre la JCR locale et les anarchistes libertaires en rupture avec la Fédération anarchiste, du ralliement d'« inorganisés » (la moitié des cent quarante-deux occupants), auxquels s'ajoutent, au moins au début, quelques « enragés » et prosituationnistes, et des militants des comités Vietnam de base. L'instabilité et la fragilité des alliances nanterroises, en évolution constante, ne s'expliquent que par les spécificités de Nanterre qui imposent aux groupes une « relative perméabilité » [Duteuil, 1988a, 1988b]. La faiblesse numérique des effectifs étudiants, comparés à ceux des facultés parisiennes, interdit en effet à chacun de ces groupes, comme à l'UNEF, de prétendre contrôler seul la contestation. Et l'isolement géographique de la faculté, bordée de bidonvilles mais d'aucun café ou cinéma, concentre la sociabilité autour de la cafétéria, de la salle de l'UNEF et de la résidence universitaire, favorisant ainsi une politisation des « inorganisés » qui déborde l'anti-impérialisme, la lutte contre le groupuscule fasciste Occident, la critique du capitalisme et de l'« Université bourgeoise », le refus de la sélection à l'entrée de la faculté, pour toucher les questions, très hétérodoxes à l'époque, de la sexualité et de la vie quotidienne. Politisation des « inorganisés » que relaient les anarchistes, la JCR et l'UNEF, et qui se matérialise dans le concours qu'ils apportent à l'occupation de la résidence des filles en mars 1967 puis en février 1968, à la grève de novembre contre la sélection à l'entrée de la faculté, à la manifestation du 26 janvier contre les « listes noires » de perturbateurs que l'administration aurait établies et qui se solde par l'intervention de la police, et finalement à la création du Mouvement du 22 mars.

Les comités d'action lycéens (CAL)

Très présents durant les événements, comme lors de la manifestation du 10 mai où 10 000 lycéens défilent, les CAL ont une histoire récente liée à la fois à la crise des mouvements confessionnels comme la JEC et, surtout, à la crise interne aux Jeunesses communistes. Au sein des JC, des « oppositionnels » revendiquent la mixité des cercles lycéens et critiquent leur organisation, ressemblant plus selon eux à un « patronage » qu'à un mouvement politique d'avant-garde alimenté théoriquement. Ils créent en septembre 1966 aux lycées Decour, Turgot et Henri-IV la première mouture de ce qui allait devenir les comités Vietnam lycéens (CVL), dont le succès inquiète le PCF qui les exclut des JC, exclusion qui rappelle celles intervenant au même moment au sein de l'UEC. Ils rejoignent alors le Comité Vietnam national (CVN) et organisent un meeting le 28 février 1967. À partir de la rentrée 1967, leur champ revendicatif s'élargit à la mise en cause des « lycées-casernes » et de leurs interdits (port de la blouse obligatoire dans certains établissements,

interdiction de fumer, de porter des cheveux trop longs ou d'exprimer des opinions politiques). C'est dans ce contexte que des militants des CVL du lycée J.-Decour forment les premiers CAL en décembre 1967 et éditent un bulletin, *Liaisons*. Ils parviennent dès lors à mobiliser plusieurs milliers de lycéens, notamment contre la guerre au Vietnam. Soucieux de leur autonomie, ils participent à des initiatives de l'UNEF et du SNESup, mais sans s'y fondre. On compte à la veille de Mai 68 une cinquantaine de CAL, dont une trentaine en province. Ils se multiplient en mai-juin dans les quatre cents lycées occupés de France, élaborant des cahiers de revendications portant aussi bien sur des questions politiques, la liberté d'expression et les rapports sociaux au lycée, que sur la pédagogie et l'enseignement technique. Leur succès est tel que même les JC reprennent le sigle « CAL » à leur compte et tentent en vain, lors du premier congrès des CAL le 19 juin 1968, d'en prendre le contrôle pour en faire un mouvement strictement syndical. Affaiblis, les CAL disparaissent en tant que tels à la rentrée 1969.

Sources : *Partisans* [1969] ; Leschi [1988] ; Morder [2002] ; Zaidman [1978].

Subjectivités politiques des années 1960

L'anticolonialisme puis l'anti-impérialisme sont au cœur de la subjectivité politique du milieu des années 1960. D'abord parce que la guerre d'Algérie a donné naissance au régime gaulliste, ensuite parce que les massacres d'État des 17 octobre 1961 et 8 février 1962, le rôle de l'UNEF dans la mobilisation contre la guerre et celui de la guerre elle-même dans la naissance du PSU subsistent dans les mémoires militantes [Bertrand, 2008]. La fin du conflit en Algérie, le renouvellement des générations

politiques, l'accentuation de la guerre américaine au Vietnam à partir de 1965-1966 et l'ampleur des manifestations étudiantes qui s'y opposent aux États-Unis déplacent le curseur vers le Vietnam et l'anti-impérialisme. La question vietnamienne est investie par des groupes divers : CVL, comités Vietnam de base impulsés par les maoïstes, Mouvement pour la paix proche du PCF, Collectif intersyndical universitaire pour la paix au Vietnam formé par l'UNEF et le SNESup, Comité Vietnam national initié par des scientifiques et des intellectuels comme J.-P. Sartre, L. Schwartz, P. Vidal-Naquet et au sein duquel les ESU sont actifs. Elle fait aussi l'objet de lectures différentes (pacifisme, tiers-mondisme, anti-américanisme, anti-impérialismes maoïste, trotskiste, guévariste, etc.) et se traduit par des formes de mobilisation plurielles (campagnes d'information, pétitions, meetings, manifestations, actions violentes). Mais, au-delà de cette effervescence [Jalabert, 1997], elle ne fait pas que dynamiser les formations d'extrême gauche et les ancrer dans des référentiels internationaux [Dreyfus-Armand et Portes, 2000], elle agit aussi comme levier de politisation d'étudiants sans appartenance organisationnelle : les « Six heures de la Mutualité » pour la paix au Vietnam en réunissent plusieurs milliers, la journée unitaire du 21 octobre 1967 plus de 35 000, et les mobilisations se multiplient début 1968. L'anti-impérialisme structure ainsi les imaginaires contestataires, et, relayé par des figures symboliques internationales telles que Hô Chi Minh, Castro et Che Guevara, devient inséparable d'un imaginaire proprement révolutionnaire [Frank, 2000].

L'ouvrier est l'autre figure centrale de la subjectivité politique de ces années [Ross, 2005]. Au-delà de leur critique virulente du PCF et de la CGT, et du degré très variable de leur ouvriérisme, les groupes d'extrême gauche, mais aussi les situationnistes et certaines fractions anarchistes continuent de placer au cœur de leurs réflexions, sinon de leurs actions, la question de la jonction avec les luttes ouvrières. Les maoïstes en particulier tentent des contacts concrets : mouvement d'« établissement » en usines de militants se faisant ouvriers, commencé en septembre 1967 [Dressen, 1999], travail militant quotidien et technique de l'enquête, dans les cafés, aux entrées de métro ou à la porte des usines. Autre signe de cette centralité révolutionnaire du sujet

ouvrier, la référence continue au marxisme fait pourtant l'objet, dans ces années, d'un profond renouvellement théorique. Les expressions « marxisme occidental », « marxisme hétérodoxe » et « pensée critique » désignent ces rénovations de la pensée marxiste que portent de nombreuses revues au carrefour des champs politiques radical et intellectuel, notamment *Socialisme ou Barbarie* (1949-1965) [Gottraux, 1997] et *Arguments* (1956-1962) [Rieffel, 1993]. Antistaliniens, souvent antibureaucratiques, ces marxismes hétérodoxes croisent marxisme, sciences sociales, psychanalyse, travaux de l'« école de Francfort », tiers-mondisme, autogestion, etc. Ils témoignent de la circulation internationale des idées critiques, notamment des réflexions de la « nouvelle gauche intellectuelle » qui privilégie les thèmes de l'aliénation, l'émancipation de l'homme dans le quotidien, la famille, les relations sexuelles et les relations avec autrui, la libération de la créativité, la préférence pour l'action plutôt que pour l'organisation, et la reconnaissance de la nouvelle classe ouvrière diplômée et de la jeunesse intellectuelle comme nouveaux acteurs de la transformation sociale [Gilcher-Holtey, 1995, 2000].

Certes, ces hybridations théoriques restent confinées à des revues dont la diffusion ne dépasse pas deux mille exemplaires. Mais elles se propagent par des lectures « obliques », des discussions, des bouts de théories, des braconnages existentiels forment une langue de ralliement et transforment les visions du monde. Elles bénéficient en cela de multiples « passeurs » qui les acclimatent et les vulgarisent : revues à plus large diffusion, colloques, mais surtout maisons d'édition et librairies militantes comme Maspero [Olivera, 2008], lieu de sociabilité et de circulation quotidienne des idées, ou encore professeurs : la critique de la « colonisation » et de l'aliénation de la vie quotidienne passe ainsi par Henri Lefebvre, professeur à Nanterre ; celle de la libération sexuelle par le séminaire qu'il anime en 1966-1967 sur « Sexualité et société » [Trebitch, 1997, 2000] et par la diffusion des idées de W. Reich : conférence à Nanterre en mars 1967 de B. Fraenkel sur « Jeunesse et sexualité », conférence de M. Revault d'Allonnes en mars 1968 sur « La révolution sexuelle », cercles de lecture Reich, circulation sous le manteau dans certains lycées d'une édition clandestine de *La Lutte sexuelle des jeunes*.

C'est aussi par des coups symboliques que la pensée critique acquiert une notoriété, à l'image des idées situationnistes se propageant *via* le tract *De la misère en milieu étudiant* émis à plusieurs milliers d'exemplaires en 1966, puis *via* la publication chez un grand éditeur, en 1967, de *La Société du spectacle* de G. Debord et du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de R. Vaneigem. Diverses et s'opposant parfois, ces pensées critiques partagent un refus de réduire la révolution aux seuls rapports de production : au-delà en effet, c'est à travers le concept par ailleurs polysémique d'*aliénation*, leur maître mot, qu'elles mettent en question les rapports sociaux de domination et traquent les mécanismes qui séparent le sujet d'avec lui-même [Feher, 2004]. Dans tous les domaines, du travail à l'éducation, de la sexualité au langage, de la vie quotidienne à la subjectivité, de la société de consommation à l'urbanisme et aux bureaucraties modernes, elles déconstruisent l'évidence avec laquelle les normes dominantes s'imposent.

Pour marginal que soit encore le féminisme théorique et mobilisé, dont l'envol est postérieur à Mai 68, les rapports hommes-femmes commencent eux aussi à être *politisés*, avant d'être subvertis [Zancarini-Fournel, 2002 ; Picq, 1994]. Ces idées hétérodoxes sédimentent un air du temps critique qui vient rencontrer des subjectivités marquées au préalable par tout un ensemble de crises des rapports d'autorité dans divers secteurs sociaux [Damamme, Gobille, Matonti et Pudal, 2008], auxquelles elles contribuent à donner un sens politique, préparant ainsi la rupture avec les allégeances « naturelles » à l'ordre symbolique qui se généralise en mai-juin 1968.

L'ébranlement de l'ordre symbolique

Timothy Tackett [1997] remarque que les députés du tiers-état aux États généraux de 1789, certes familiers de certains aspects des Lumières, étaient plus des hommes d'expérience que des idéologues pétris de lectures. Roger Chartier [1990] suggère quant à lui que la Révolution française n'est pas tant le produit *direct* des idées des Lumières que le fruit d'un désinvestissement symbolique et affectif préalable à l'égard de l'autorité royale qui rend possibles et acceptables la circulation et la réception des

La question des interactions internationales

La crise de mai-juin 1968 en France présente des traits particuliers : extension de la révolte étudiante au monde ouvrier et à de multiples secteurs professionnels, atmosphère quasi insurrectionnelle, vacillement du régime, convocation d'élections anticipées. Elle n'est pourtant pas isolée. Les interactions internationales se mesurent ainsi à l'intensité des mobilisations étrangères parfois violentes de l'année 1968, dont certaines en soutien direct aux insurgés français [Suzzoni, 1988] : manifestations étudiantes à Berlin, Francfort et Liège le 6 mai, en Suisse le 14 et le 25, occupation de l'Université de Milan dans la nuit du 14 au 15 et de la London School of Economics le 23, refus des dockers de Savone en Italie le 24 mai de décharger des marchandises à destination de la France pour ne pas « briser la grève des ouvriers et

étudiants français », protestations étudiantes à Bruxelles le 20, à Pékin, en Belgique, en RFA et en Grande-Bretagne le 21, à Amsterdam le 24 et en Suède les 24-25, à Londres le 26, en Yougoslavie à partir du 3 juin, de la part des Zengakuren au Japon le 15 juin avec barricades le 21, à Rio pendant trois jours à partir du 21 juin, dans toute l'Amérique latine pendant l'été, notamment au Mexique où la répression fait plus de trois cents morts le 2 octobre.

Mais la question des interactions internationales est complexe : elle pose le problème du comparatisme [Gilcher-Holtey, 1999] entre des « mouvements de 1968 » [Lavabre et Rey, 1998] qui prennent corps dans des contextes extraordinairement divers (Europe occidentale et scandinave, Europe de l'Est, États-Unis, Japon, Espagne franquiste, Amérique latine, Sénégal postcolonial). Au-delà de leur rassemblement sous le label « 1968 » [Fink, Cassert et Junker, 1998], qui ne dit rien sinon leur

« livres philosophiques ». Le constat vaut d'être travaillé aussi à propos de Mai 68 : c'est l'existence préalable d'une « crise sensible » et d'une « sensibilité de crise » en milieu étudiant qui explique l'écho qu'y reçoivent des théories qui, au-delà de leur diversité et de leurs modes d'appropriation, mettent en crise l'ordre social et symbolique [Pudal, 2008]. L'enseignement supérieur fait face dans les années 1960 à un accroissement sans précédent des effectifs venus des classes moyennes et populaires alors qu'il reste en tendance programmé pour reconduire les inégalités sociales et culturelles des verdicts scolaires, en dépit des rhétoriques de la « démocratisation » [Bourdieu et Passeron, 1964]. C'est parce que la génération étudiante d'alors est la première à vivre ce flottement entre deux lois symboliques de l'appareil scolaire — sélective et démocratique — qu'elle est aussi

conjonction par ailleurs relative, l'enjeu est à la fois de comprendre comment circulent concrètement entre ces espaces militants des expériences, des pratiques, des thématiques, voire des icônes subversives, et de saisir les logiques propres qui déterminent chacune de ces contestations. Tâche d'autant plus vaste que, même entre des configurations relativement proches, les interdépendances ne doivent pas être surévaluées : si l'intérêt que porte le SDS allemand (Sozialistischer Deutscher Studentenbund) aux thématiques culturelles ou à celle de l'« Université critique » passe chez les militants du Mouvement du 22 mars, de la « Gauche syndicale », des ESU, voire de la JCR, par le biais d'échanges, de voyages et de lectures communes, en revanche la connaissance que les étudiants français ont du mouvement étudiant américain SDS (Students for a Democratic Society), au-delà de la seule thématique vietnamienne, date plutôt de l'après-68 [Debouzy, 1995] ; de même, les

contestations italienne et française débouchent sur des rapports très différents à la violence politique [Sommer, 1998 ; Della Porta, 2000], sans parler du décalage dans le temps et de la spécificité du « mai rampant » italien, qui commence dès 1967 et se prolonge après 1968 [Milza, 1988 ; Tarrow, 1989 ; Passerini, 1995]. Si l'on peut déceler des analogies [Grosso, 1992], des communautés de thèmes et d'intensité militante [Horn, 2007] entre tous ces mouvements, le simple panorama ne saurait tenir lieu d'analyse dès lors qu'est en question une histoire des interactions activistes internationales qui reste encore largement à écrire, et qui est d'autant plus complexe qu'elle obéit parfois à des particularités locales, comme à Toulouse où l'arrivée massive d'émigrés espagnols à la fin de la guerre civile assure encore, dans les années 1960, une présence politique de l'anarcho-syndicalisme qui se traduit par des mots d'ordre où se mêlent le politique et le culturel [Fauré, 1988].

le milieu où se rompt en premier la concordance entre les structures incorporées et les structures sociales. Placée dans une « situation critique », dans tous les sens du terme, « constituée par l'histoire comme étrangère à elle-même », rappelle B. Pudal, cette génération, et tout particulièrement les étudiants des facultés de lettres où se concentrent le plus vivement les contradictions sociales, est en quelque sorte prédisposée à ne plus ressentir la nécessité d'un ordre symbolique auquel elle n'adhère plus. La crise étudiante de mai est ainsi le produit de ces ruptures symboliques, ou, dans les termes de l'époque, de ce « malaise étudiant » qui fait alors l'objet de nombreuses analyses [Damamme, 2008].

Au-delà du système scolaire, de nombreux travaux étudient alors la diffusion du statut social de l'adolescence et l'émergence

d'une culture juvénile possédant ses références propres opposées, sinon imposées aux adultes [Sohn, 2002 ; Sirinelli, 2002]. Mais, outre que cette offre très diverse d'identifications adolescentes nouvelles, de l'émission *Salut les copains* à *Pierrot le fou* de Godard, est différemment investie selon les milieux sociaux [Chamborédon, 1966], on ne saurait statuer sur leurs effets que par des analyses fines des trajectoires biographiques, à mettre en relation avec l'assouplissement préalable des normes éducatives de parents confrontés eux-mêmes, dès les années 1950, à l'incertitude de leurs propres valeurs dans un contexte « où tout change très vite », du fait notamment de la croissance économique et de la mobilité sociale.

Il reste que cet ensemble de flottements symboliques, de socialisations incertaines et d'incertitudes statutaires de la jeunesse étudiante converge, pour L. Gruel [2004], vers la formation d'une génération affranchie de la révérence pour les autorités et les traditions, marquée par la « dissolution de l'allégeance intérieure » à la réalité telle qu'elle s'imposait et par l'accès à la conscience du monde social comme « fait par les hommes et pouvant donc être défait par eux ». Les conditions sociales sont alors rassemblées pour permettre, en mai-juin 1968, un arrachement des subjectivités à leur ancrage social objectif et un dépassement politique des situations personnelles, et pour autoriser leur découverte du sens comme problématique et du monde comme énigme [Gobille, 2008b]. Quelles que soient alors les idéologies investies pour penser cette ouverture du pensable, ce mouvement est fondamentalement démocratique en ce qu'il soumet à la délibération publique la question des fondements de l'ordre social et symbolique.

La dynamique de la crise étudiante

Manifestations

La profusion des manifestations en mai-juin 1968 — 1 100 en quarante-trois jours — interdit d'en faire ici le récit détaillé auquel s'est appliquée Danielle Tartakowsky [1997 et 1998]. D'autant moins qu'il reviendrait à un récit sociologique d'en

restituer toute la complexité. Celle-ci tient à l'enchevêtrement des logiques manifestantes, à la multiplicité des acteurs, aux interactions entre intrigue nationale et intrigues locales, et aux propriétés de la dynamique de mobilisations multisectorielles [Dobry, 1986]. Les chronologies simples ne sont pas plus satisfaisantes : y disparaissent les mécanismes complexes qui accompagnent la désobjectivation conjoncturelle du monde social et qui font la dynamique de crise et son système d'action démultiplié : effets de seuil, saillances situationnelles, bifurcations improbables, changements d'échelle et de nature, déssectorisations des enjeux, oppositions et interdépendances tactiques, concomitance de l'action et du travail concurrentiel auquel se livrent les acteurs pour définir, interpréter, orienter et légitimer leurs actions. Rien de tout cela n'est réductible aux métaphores habituelles de la « contagion » et de la « tache d'huile ».

Si elle défie tout principe organisateur unique comme les chaînes causales ordinaires, la conjoncture critique n'en est pas moins intelligible. Il faut pour cela saisir la diversité synchrone et diachronique des démonstrations de rue (on manifeste partout et de façon différente), ainsi que les interactions concurrentielles ou collusives entre acteurs. Les manifestations étudiantes ne peuvent donc pas être pensées isolément. Dans certains endroits, les manifestations unitaires rassemblant travailleurs, étudiants et lycéens dominant en raison des relations antérieurement établies entre étudiants et ouvriers, comme dans l'Ouest, notamment à Caen, mais aussi à Nantes où paysans, étudiants et jeunes ouvriers convergent en plusieurs occasions. Mais, dans d'autres, ou à d'autres moments, elles se révèlent impossibles. Même dans le cas de manifestations « exclusivement » étudiantes, les divergences à géométrie variable entre groupes, la faiblesse des organisations syndicales comme le SNESup et l'UNEF, et la fluidité politique (on ne sait à aucun moment de quoi le lendemain sera fait) interdisent toute « planification » véritable.

Et ce d'autant moins que les spécificités locales font varier significativement les temporalités : alors que la manifestation du 13 mai, consécutive à l'ordre de grève générale intersyndicale lancé le 11, s'achève dans le calme à Paris, une quinzaine de villes, dont sept dans l'Ouest, connaissent des refus de

Les dimensions spatiales et symboliques des manifestations

Analysant différents sites — Paris, mais aussi trois villes de province (Lyon, autre grande ville universitaire, Saint-Étienne et Roanne, deux villes ouvrières où l'implantation étudiante est faible ou inexistante) —, L. Mathieu [2008] offre une clef de lecture possible de la profusion manifestante. Les archives policières sur lesquelles il travaille lui permettent en particulier de réintégrer les activités des forces de l'ordre et de l'extrême droite. Attentif aux dimensions spatiales et symboliques des démonstrations de rue, il met en évidence que l'espace urbain est l'enjeu de choix territoriaux qui ne sont pas seulement tactiques, mais sont gouvernés aussi par des violations et des profanations exigeant réparation. Du côté étudiant, les premières manifestations entendent préserver l'accès aux sites universitaires, Nanterre et la Sorbonne

constituant des territoires que se disputent l'extrême gauche et l'extrême droite. L'évacuation de la cour de la Sorbonne par la police, le 3 mai, est vécue comme une véritable profanation. Les manifestations quotidiennes entre le 6 et le 10 mai, dont les parcours sont cantonnés au quartier Latin, sont autant de réparations symboliques de cette violation et de la fermeture du sanctuaire étudiant. Celle du 7 mai, à l'inverse, qui voit le cortège basculer rive droite pour gagner la place de l'Étoile où se situe la tombe du Soldat inconnu, est perçue à son tour par l'extrême droite comme une souillure faite à l'honneur national, et par la police comme un avertissement sans frais, celle-ci ayant pour mission ensuite de circonscrire les manifestants rive gauche. La réouverture de la Sorbonne et son occupation par les étudiants à partir du 13 mai conduisent ces derniers à suspendre les manifestations parisiennes jusqu'au 22 mai, intervalle durant lequel seule l'extrême droite défile dans la rue en autant de

dispersion, des barricades, des *sit-in*, des assauts de bâtiments officiels, et l'occupation du rectorat à Strasbourg ; de même, alors que la capitale n'est agitée d'aucune démonstration de rue d'ampleur entre le 13 et le 22, plusieurs dizaines de manifestations locales ont lieu en province, comme au Havre ou encore à Toulouse où l'hôtel de ville est pris d'assaut. Et même lorsque les groupes associés-rivaux s'accordent, les parcours manifestants font l'objet d'âpres discussions comme le 13 mai, sont contraints par les interdictions policières et, une fois lancés, peuvent dévier sous l'effet des heurts avec les CRS ou de leur relative improvisation (c'est notamment le cas des cortèges lycéens). Les intrigues ne se superposent donc pas, elles se composent et bien souvent diffèrent. Il n'en demeure pas moins que, en dépit de leur dimension d'errance, de leurs variations locales et

« cérémonies réparatrices » des lieux « souillés », voire pour s'en prendre à son tour aux lieux « ennemis » comme le siège de *L'Humanité* le 21 mai.

L'enjeu territorial change d'échelle et de nature avec la grande manifestation du 13 mai : désormais, les étudiants doivent parfois négocier les parcours et leur charge symbolique avec les directions syndicales qui préfèrent des itinéraires proches de la topographie ouvrière, à l'image de la CGT le 24 ou le 29 mai à Paris, ou le 7 juin à Saint-Étienne. C'est aussi pour opérer la jonction avec le mouvement ouvrier que les étudiants dirigent à plusieurs reprises leurs défilés vers les usines, Renault-Billancourt les 16 et 17 mai, la Rhodiaceta dans la région lyonnaise le 24 mai. Ce jour-là à Paris, la manifestation étudiante, séparée de celle de la CGT, part du quartier populaire de la gare de Lyon et se solde par des affrontements violents rive droite, que la police interprète comme un dérapage du mouvement, non seulement en raison de la violence, mais aussi parce que celle-ci prend place bien loin

du boulevard Saint-Michel. Les autorités policières elles-mêmes sont conscientes de cet enjeu symbolique des appropriations territoriales. Évitant toute « provocation » dans le quartier Latin après le 13 mai, elles se concentrent sur des zones « interdites » : Champs-Élysées, lieux du pouvoir politique, ORTF, préfectures en province, à l'image de celle de Lyon le 24 mai devant laquelle les affrontements entre 4 000 étudiants et les CRS culminent avec la mort d'un commissaire de police, écrasé par un camion. Les commissariats sont d'ailleurs particulièrement visés lors de la « deuxième nuit des barricades » à Paris le 24 mai. La manifestation gaulliste du 30 mai elle-même comporte cette dimension de reconstruction de l'inviolabilité des lieux symboliques de la République, puisqu'elle a lieu de la Concorde à la place de l'Étoile, sa réplique lyonnaise du lendemain s'achevant à l'endroit même où le commissaire Lacroix a été tué.

Source : Mathieu [2008].

temporelles, et des impondérables liés à tout système d'action élargi, les manifestations revêtent une dimension stratégique et symbolique parfois plus contrôlée qui témoigne bel et bien du fait que, en mai-juin, « le pouvoir est dans la rue ».

Mais, là encore, le pouvoir a beau être dans la rue, le choix de manifester lui-même n'a rien d'évident. La manifestation « est au sein du répertoire contestataire concurrencée par d'autres formes d'action » [Mathieu, 2008] : l'occupation des facultés, comme à Lyon où l'accès aux sites universitaires n'a pas été barré, ou à Paris entre le 13 et le 22 mai ; les comités d'action et les assemblées générales ; le meeting ou le rassemblement ; le *sit-in* comme à Bordeaux, Brest, Montpellier, Metz ou Lille. Plus généralement, les façons de manifester varient selon l'identité du groupe impliqué, les logiques locales et les « saillances

situationnelles » [Dobry, 1986], c'est-à-dire les enjeux, lieux et formes d'action qui s'imposent aux perceptions des acteurs à un moment donné et font converger leurs anticipations tactiques et leurs activités symboliques. Ainsi, entre le 13 et le 22 mai à Paris, la reconquête du quartier Latin paraissant acquise, l'enjeu pour les étudiants se déplace vers les usines. L'agenda institutionnel pèse lui aussi parfois sur ces saillances : c'est en réponse à l'interdiction de séjour prononcée contre D. Cohn-Bendit que les manifestations étudiantes reprennent le 22 mai. De même, l'entrée dans la « semaine flottante » après la deuxième nuit des barricades le 24 mai, la perspective du meeting de Charléty le soir et la possibilité d'un gouvernement populaire conduisent l'UNEF à l'apaisement momentané le 27, alors que, à l'inverse, après la mort de Gilles Tautin à Flins le 10 juin, elle appelle à une manifestation le 11 qui s'achève en « troisième nuit des barricades ».

La signification des barricades de mai-juin a beaucoup été débattue pendant et après les événements. Si nombre d'étudiants sont effectivement habités par l'imaginaire insurrectionnel qu'elles incarnent (1848, 1871, 1944), les barricades s'interprètent d'abord en référence à des logiques de situation, comme le montre Ingrid Gilcher-Holtey à propos de la première nuit des barricades (*cf. infra*). Leur symbolique puissante renvoie à la question plus large des effets de seuil qui impriment des changements d'échelle et de nature à la dynamique de crise : intervention de la police le 3 mai qui élargit une contestation étudiante jusqu'alors confinée aux militants les plus organisés et aux enceintes universitaires, extension du mouvement à la province à partir du 6, solidarisation des syndicats et du monde ouvrier le 13, grèves et occupations d'usines hors de toute consigne syndicale à partir du 14, déssectorisation accentuée après la mi-mai avec la multiplication des grèves salariales et des occupations d'institutions, deuxième nuit des barricades le 24, ouverture de négociations syndicats-gouvernement rue de Grenelle le 25 et refus des conclusions qui en sortent par les grévistes de Renault-Billancourt le matin du 27 mai, disparition de De Gaulle le 29, allocution présidentielle et manifestation gaulliste le 30. Et, si les seuils sont si délicats à analyser, c'est qu'ils n'ont rien d'une progression régulière sur une « échelle

d'escalade » et qu'ils ne sauraient se réduire à leurs dimensions physique et quantitative : ainsi, le report des examens, qui ne concerne que le monde étudiant, a constitué un seuil, mi-mai, car il libérait les étudiants de leurs préoccupations immédiates et les rendait disponibles pour l'action. Bien plus, c'est parce qu'ils émergent *en situation*, et parce qu'ils sont inséparables de la perception qu'en ont les acteurs en fonction de leur culture propre et de la trajectoire antérieure de la mobilisation, qu'ils constituent des « arbitraires » historiques et situationnels [Dobry, 1986].

Effets de seuil : la première « nuit des barricades »

Constatant que les facteurs structurels (économiques, sociaux, politiques et culturels) couramment retenus pour expliquer la crise française se retrouvent ailleurs sans avoir eu les mêmes conséquences, Ingrid Gilcher-Holtey [1997] recourt à la notion d'« événement critique » proposée par P. Bourdieu : synchronisation de crises sectorielles qui « devaient normalement s'ouvrir et se clore en ordre dispersé », l'événement critique condense histoire structurelle et histoire événementielle. Elle en voit un exemple emblématique dans la première « nuit des barricades » qui suit la manifestation du 10 mai appelée par l'UNEF, le Mouvement du 22 mars et les CAL. L'érection de barricades rue Gay-Lussac, après un parcours pacifique qui a vu la rive droite barrée aux étudiants et le boulevard Saint-Michel laissé libre par le préfet de police, est sans commune mesure avec les revendications étudiantes d'alors : réouverture de la Sorbonne, libération des étudiants arrêtés et condamnés, retrait de la police du quartier Latin. Elle est le produit du télescopage entre, d'une part, des imaginaires insurrectionnels et des dispositions à agir, et, d'autre part, la coïncidence de petites décisions non coordonnées, d'anticipations hasardeuses et d'hésitations du côté des manifestants comme du côté des autorités. L'absence du Premier ministre G. Pompidou, en visite en Afghanistan, crée de la confusion au sommet de l'État, le ministre de l'Éducation nationale A. Peyrefitte et le Premier ministre par intérim Louis Joxe négociant séparément avec les manifestants. Cet état de fait encourage les étudiants, mais ceux-ci hésitent sur ce qu'il

convient de faire une fois rassemblés aux abords de la Sorbonne. La première barricade est érigée sans que personne n'en donne la consigne. Les cadres organisationnels du mouvement ne maîtrisent pas la situation.

Le rôle des médias est capital dans la dramatisation et la nationalisation de ce qui se passe alors : les voitures radio d'Europe 1 et de RTL retransmettent les événements toute la nuit et contribuent ainsi à la « circulation de l'information à l'intérieur même du mouvement », reliant « les acteurs agissant dispersés dans des rues différentes et favorisent le sentiment d'adhésion à la situation ». C'est même depuis une de ces voitures radio que s'effectue et est diffusé l'entretien entre A. Geismar et le recteur de l'Académie de Paris, publicité qui rompt avec les tentatives du gouvernement de négocier discrètement et pousse les manifestants à la fermeté. Elle a même des effets cocasses : alors qu'A. Touraine, professeur à Nanterre, obtient une rencontre entre une délégation étudiante et le recteur, ce dernier apprend du ministère, qui le tient lui-même de la radio, que « le rouquin » qu'il a en face de lui est D. Cohn-Bendit. Les pourparlers sont suspendus à 1 h 50, et l'assaut policier commence vingt minutes après, le préfet de police ayant fait valoir en haut lieu que ses hommes, mobilisés toute la journée, commençaient à fatiguer et que l'intervention ne pouvait être différée. La « stéréophonie totale » permet alors à des millions de Français de suivre le déroulement des heurts qui durent jusqu'à 5 h 30. Dramatisée par sa médiatisation, la répression solidarise l'« opinion publique » et les syndicats ouvriers avec les étudiants. Georges Pompidou, de retour en France le lendemain, cédant aux trois revendications étudiantes, donne le sentiment que la radicalisation paie. Un seuil est franchi : la contestation quitte le strict site universitaire et gagne le monde ouvrier, l'événement critique brise l'isolement des champs d'action, précipite des crises sectorielles latentes dues à des facteurs structurels, et les synchronise en les liant ensemble dans les faits et dans les représentations. Par un enchaînement contingent d'événements, on entre alors dans le « moment critique ».

Occupations

Les occupations de facultés commencent le 11 mai au centre Censier et le 13 dans la Sorbonne rouverte, puis gagnent de nombreuses universités dans le reste de la France. Elles renvoient à un imaginaire et à une histoire pluriels, antérieurs ou étrangers : anarcho-syndicalisme, occupations d'usines en 1936, ou encore exemples italiens récents. Elles visent aussi non seulement à réorganiser l'Université pour la transformer en Université critique et populaire ouverte à tous les travailleurs, permettant de confronter les expériences, mais aussi à structurer la protestation. Dans la faculté parisienne, dont l'occupation est bien documentée [*Le Mouvement social*, 1968 ; Vidal-Naquet et Schnapp, 1969], l'assemblée générale (AG) réunit chaque soir plusieurs milliers de personnes, discute les travaux des commissions de travail généralement fondées sur les sections disciplinaires (histoire, lettres, philosophie, etc.), se charge, *via* le CLIF (Comité de liaison interfacs), d'informer sur ce qui se passe dans l'ensemble des universités occupées, et réfléchit aux moyens d'élargir le mouvement critique. L'activité critique à la Sorbonne prend rapidement des directions multiples dictées par l'urgence des événements, par la volonté de certains groupes de faire des facultés occupées le point de départ d'une réflexion plus générale sur le type de société à construire, et, de façon centrale, par la question des relations à établir avec les mobilisations ouvrières. Divers comités d'action, notamment à la Sorbonne, en font leur objectif principal : en déclarant refuser désormais de « jouer le rôle » d'« oppresseurs des ouvriers » et de « cadres flics » des usines auquel les prépare leur enseignement, ils cherchent à détruire leur isolement mutuel. Ils appellent à l'échange d'expériences et dressent les points de convergence de leurs combats, comme autour de l'autogestion dans les usines et les universités, le dépassement du capitalisme, ou la libération de la parole à tous les niveaux, même par rapport aux syndicats. En juin, la problématique tourne essentiellement autour de la reprise du travail.

À la Sorbonne, le comité d'occupation est l'objet d'âpres luttes d'influence. D'abord aux mains des situationnistes qui entendent en faire un levier pour la formation de véritables « conseils

ouvriers » [*Le Mouvement social*, 1968 ; Viénet, 1968], il est très vite disputé par d'autres groupes, anciens dirigeants de la FGEL (section UNEF de la Sorbonne) et militants du MAU, de la JCR et de l'UJCml. La « motion de politique générale » qui en sort le 20 mai privilégie elle aussi le travail des comités d'action tourné vers le monde ouvrier et le salariat en grève. L'UNEF s'efforce quant à elle d'imposer la notion de « pouvoir étudiant » destinée à empêcher un repli éventuel sur des revendications catégorielles. Après le 17 s'instaure un double pouvoir : le pouvoir politique du comité d'occupation et le pouvoir universitaire des assemblées de section. Ces conflits se diffractent jusque dans l'organisation matérielle de l'occupation, les services techniques mis en place (cuisine, secrétariat, service d'ordre, comité de presse, service médical, crèche-garderie, etc.) devenant peu à peu l'enjeu de nombreux conflits. Ailleurs, les problèmes d'organisation sont moins tendus mais bien réels, comme à la Halle aux vins et à la faculté de médecine, mais surtout à Censier, à l'Odéon, ou encore à la faculté de lettres de Lyon. Malgré ces tensions, les occupations alimentent la formation de comités d'action, forme majeure de mobilisation en mai-juin 1968.

Comités d'action

On connaît encore mal les comités d'action de mai-juin 1968. Du fait de leur profusion, de leur caractère éphémère et de leur localisation éclatée (comités « universitaires », de quartier, d'entreprises, à Paris et dans toute la France), toute estimation quantitative précise est impossible (on en dénombrait tout de même plus de quatre cents fin mai [Fischer, 2000 ; Combes, 1984]). Les comités d'action étudiants en représentent une part importante. Les comités naissent de la crise de la politisation organisée dans l'avant-mai : les organisations traditionnelles, que ce soit l'UNEF, l'UEC ou les groupes d'extrême gauche, se révèlent incapables de structurer à elles seules un mouvement critique démultiplié. Ils offrent un cadre d'action collective souple à cette politisation « silencieuse » de l'avant-Mai qui ne se reconnaît pas toujours dans les organisations existantes et les idéologies préconstituées. Ils sont aussi liés à la nécessité de construire des « formes informelles » de mobilisation permettant

l'innovation en situation imposée par la vitesse des événements. Pour autant, les comités d'action ne sont pas sans antécédents, que ce soit les comités d'action lycéens apparus depuis peu, les comités Vietnam de base créés par l'UJCml maoïste, le Comité Vietnam national d'obédience trotskiste, ou les comités d'action du SDS allemand, sans parler des expériences historiques auxquelles ils se réfèrent, consciemment ou non, comme les expériences conseillistes qui sont, pour les situationnistes, les seules à n'avoir pas échoué dans l'histoire ni mené vers la bureaucratisation.

Mais s'ils frappent les esprits en mai-juin 1968, c'est à la fois du fait de leur ampleur numérique, de leur rôle dans le travail critique et les mobilisations, et parce qu'ils reprennent certains des principes inspirés de la tradition anarchiste et des marxismes hétérodoxes : critique antiautoritaire, démocratie directe, mandat impératif, révocabilité et refus de la délégation, libération de la parole, spontanéité, refus de la hiérarchisation et de l'institutionnalisation. Principes alors vécus comme la préfiguration en acte de la société à venir. Au-delà de leur diversité, ils traduisent, outre le caractère improvisé du mouvement, une défiance à l'égard de la délégation politique et de la « bureaucratisation », suspectées de reproduire à l'échelle du mouvement révolutionnaire la division sociale du travail, en l'occurrence entre militants de base et dirigeants, entre avant-gardes révolutionnaires et « masses ». Leur succès est tel que les militants les plus organisés tentent d'en prendre le contrôle ou d'en créer à leur tour, à l'image de l'UJCml, de la JCR et du PSU, voire du PCF.

La question de la coordination des comités d'action fait débat très tôt et tout au long du mouvement. Le MAU, à l'origine des premiers comités d'action dits du « 3 mai » ainsi que d'un guide pratique destiné à favoriser leur multiplication, y est pour sa part favorable. En créant la Coordination des comités d'action le 5 mai, il entend lier d'une part l'auto-organisation de la base et la liberté de prise de parole et d'autre part un minimum organisationnel permettant de soutenir le travail de mobilisation et, à terme, de renverser le régime, ce que ne permettrait pas une « spontanéité créatrice » livrée à elle-même. De son côté, le Mouvement du 22 mars, attaché à construire un « mouvement

révolutionnaire antiléniniste » et initiateur de « comités d'action révolutionnaire » dès le début de la crise, récuse toute structuration « par le haut » : selon lui, celle-ci mènerait inéluctablement à la division bureaucratique et hiérarchique du travail révolutionnaire, et à « l'idéologie réactionnaire de l'organisation pyramidale, le CC, le BP, le secrétariat, le Parti d'avant-garde, les organisations de masse "courroies de transmission", etc. ». Il s'agit au contraire pour lui d'en préserver la spontanéité créatrice. Et ce, même en phase de reflux de la mobilisation : le 1^{er} juin au soir, dans un débat avec la JCR, il réitère son refus, alors que la JCR, dont le léninisme rénové l'a conduite à s'allier avec le 22 mars pendant deux mois, estime qu'on ne saurait « faire de l'inorganisation un principe permanent », surtout face au durcissement du pouvoir et au risque de reflux de l'activisme : il serait urgent au contraire de « regrouper les militants d'avant-garde » afin de « hâter des processus [révolutionnaires] qui sont trop lents ».

La multiplication des comités d'action se poursuit en juin. Mais, si elle maintient la contestation à un haut niveau, elle ne parvient à contrer ni le ralliement des partis de gauche à la solution institutionnelle et des organisations syndicales à la reprise du travail, ni les coups de boutoir du pouvoir qui dissout les organisations gauchistes le 12 juin, interdit toute manifestation pendant la campagne électorale, évacue l'Odéon le 14 et la Sorbonne le 16, et met fin ainsi à la « Commune étudiante ».

Les enjeux des mobilisations

Les enjeux des mobilisations étudiantes, dans les manifestations, les occupations, les comités d'action et les organisations d'extrême gauche, ne se laissent pas embrasser d'un seul regard. Très divers, ils sont aussi en évolution constante au fil de la crise. Les revendications qui politisent le monde étudiant avant mai 1968, de même que celles du début du mois de mai, se fondent dans une contestation tous azimuts après que le monde ouvrier a rejoint le mouvement le 13 et que le gouvernement a cédé le 11 sur les « trois points ». Le moment qui s'ouvre alors voit une intensification sans précédent du travail de la critique. Il s'agit tout à la fois de dénoncer la répression et la violence d'État,

La presse du mouvement

Si les groupes et tendances d'extrême gauche disposent de leurs propres organes — à l'image de *La Cause du Peuple* pour l'UJCM, de 21-27 pour l'UNEF, ou encore de *L'Enragé* édité par J.-J. Pauvert —, le mouvement étudiant se dote très tôt d'un journal spécifique : *Action*, créé notamment par l'UNEF, les CAL, le SNESup et le Mouvement du 22 mars, et dirigé par J.-P. Vigier. Alors que la presse étudiante est généralement moribonde, *Action* tire rapidement à 30 000 exemplaires. Vingt numéros paraissent durant la crise, à un rythme hebdomadaire à partir du 7 mai, quasi quotidien à partir du 5 juin et jusqu'au 1^{er} juillet. Soutenant la contestation étudiante et les grèves ouvrières, relayant informations, appels à manifester et polémiques internes au mouvement, le journal s'en prend aussi violemment au gaullisme et à l'électoratisme de la gauche institutionnelle. D'autres journaux ronéotypés ou imprimés, innombrables, paraissent un peu partout en France, au niveau local ou au niveau des facultés et des lycées, mais *Action* représente la tribune la plus large du mouvement critique, ouverte à ses différentes tendances.

Source : Vidal-Naquet et Schnapp [1969].

d'inventer une Université critique et populaire, de penser dans l'urgence des formes de jonction avec le mouvement ouvrier et les luttes des secteurs professionnels en grève, d'obliger toutes les institutions à rompre avec leur fonctionnement bureaucratique et hiérarchique, de dénoncer les manœuvres de certaines forces politiques et syndicales, de critiquer le capitalisme, la société de consommation et du spectacle, l'aliénation et l'exploitation, de contester le régime, et d'imaginer en acte, avec beaucoup de divergences selon les groupes, le type de société à construire. La vitesse des événements, qui impose un remodelage permanent de l'agenda critique, le caractère décentralisé et concurrentiel du mouvement, l'absence de leadership unique, la prise de parole d'étudiants sans allégeance organisationnelle et idéologique préalable, la coexistence souvent antagoniste entre des influences multiples (tiers-mondismes et anticolonialisme, léninismes orthodoxes ou renouvelés, trotskismes, maoïsme, guévarisme, castrisme, marxismes hétérodoxes, anarchisme, critique artiste du capitalisme), tout ceci forge un paysage critique multidimensionnel et mouvant.

Qu'ils soient autonomes ou liés à une organisation d'extrême gauche, les comités d'action, dans toute leur diversité, occupent

une place majeure dans cette ouverture du pensable et du possible. Les textes innombrables qu'ils produisent sont d'autant plus importants que l'une de leurs problématiques centrales — la libération de la créativité de tous comme but et moyen de la révolution — a été interprétée par la mémoire dominante de Mai 68 comme une aspiration hédoniste et une sorte de grand carnaval des affects. Or c'est autre chose qui se joue. Développée dès avant mai par les surréalistes, les situationnistes et même, fin avril, par la commission « Culture et créativité » du Mouvement du 22 mars, la libération de la créativité, auparavant minoritaire, devient en mai-juin la matrice symbolique, déclinée de façon très diverse, de nombreux comités et des slogans écrits sur les murs de la cité. Elle est pensée comme l'instrument le plus révolutionnaire contre l'aliénation et la division du travail qui enferment les individus dans des identités, des pensées, des places et des rôles prédéterminés. Elle apparaît comme un véritable levier pour rompre la séparation des individus et des mondes sociaux et pour questionner radicalement l'arbitraire symbolique avec lequel l'ordre social, économique et politique établi s'impose comme naturel et fatal. En les passant à son crible, elle *politise* bien des questions auparavant soustraites à la délibération publique. Elle est ainsi irréductible à la « culture ». Celle-ci est dénoncée pour son statut de marchandise et de pratique réservée à une élite, comme « contemplation de ce qui est fictivement vécu » et comme « moyen pour tenir un rôle et être tenu par lui » (comité d'action situationniste « Les Inconnus »).

Contre l'arbitraire culturel, il s'agit à l'inverse d'« ouvrir la rue, les facultés, les lycées » mais aussi les « murs, trottoirs, chaussées » à l'invention permanente, de façon à « accueillir tous les exclus, les pauvres et les opprimés de la culture bourgeoise sur les ruines de ses Panthéons », comme le revendiquent le Comité d'action révolutionnaire d'agitation culturelle (CRAC) et les commandos de recherches et d'intervention (CRI) du 22 mars. L'objectif n'est donc pas de « cultiver les ouvriers » mais de « briser les chaînes dégradantes » et de libérer « les forces créatives et révolutionnaires véhiculées par les travailleurs des villes et des campagnes, étouffées et refoulées par le système culturel bourgeois ». Mieux, la créativité est appelée à irriguer l'ensemble de la vie quotidienne. Non seulement pour casser les formes

sociales bourgeoises — mariage, famille, répression sexuelle. Non seulement pour révolutionner l'école et l'éducation, dispositifs de « formation d'oies gavées », disent les situationnistes. Pour le comité « Freud-Che Guevara », « l'éducation est une barrière essentielle dans tous les systèmes sociaux. L'angoisse est associée au Père qui deviendra le Professeur, l'Adjudant, le Patron, le Monsieur décoré, le Noble Vieillard... L'angoisse liée au système éducatif se traduit plus tard par la recherche de la sécurité : titre, « réussite sociale », consommation de prestige, attitude agressive ou paternalisme ». Mais aussi pour prévenir contre la sclérose bureaucratique, la division du travail et l'aliénation productiviste communes au capitalisme et aux systèmes socialistes existants. La lutte doit ainsi « se fixer comme objectif final l'instauration d'un système socialiste où, par la destruction des barrières, la créativité de chacun pourra se donner libre cours ».

Cet objectif implique une révolution non seulement dans les rapports de production, mais dans le mode de vie, la manière de penser, les rapports humains et la conception de la vie sexuelle de tous. Car, pour la commission « Nous sommes en marche » de Censier, dont les « Thèses » ont un écho considérable en mai-juin, comme pour beaucoup de comités d'action, « les utopistes sont ceux qui croient que, en se contentant de changer les structures sociales, on changera l'esprit des hommes ». Et « l'éclatement de nos actuelles méthodes de pensée » et de « nos structures psychiques sclérosées et archaïques » n'a pas pour objectif de forger un « homme nouveau », utopie dangereuse des révolutions totalitaires, mais tout au contraire de mener une guérilla continue contre soi-même, contre les vellétés de retour de l'homme d'ordre en soi, d'abolir toute certitude et de saborder toute routine de pensée. Autrement dit par les surréalistes impliqués dans le mouvement, « ce qui naît magnifiquement sous nos yeux, ce qui naît en nous, c'est beaucoup plus qu'une hérésie ou qu'une utopie : ni terme ni repos ; toute arrivée est un départ ». Contre l'instauration d'un nouvel ordre symbolique, nombre de comités d'action déploient cette injonction à un devenir révolutionnaire qui ne connaîtrait pas de fin [Gobille, 2003, 2006, 2008b].

■ L'enseignement secondaire de 1960 à 1990

Effectifs	1960	1970	1980	1990
Élèves du second cycle	421 900	848 600	1 102 600	1 538 300
Bacheliers (baccalauréats généraux)	59 000	138 000	159 000	247 000
Professeurs agrégés et certifiés	27 400	59 500	120 000	141 000
Total de professeurs du secondaire	44 400	135 800	309 000	339 000

op. cit., p. 69 et p. 209.

■ L'enseignement supérieur de 1950 à 1990

Effectifs	1950	1960	1970	1980	1990
Étudiants	136 700	213 100	637 000	801 000	1 035 700
Élèves des IUT et des STS		51 000	121 000	248 400	
Élèves des CPGE		21 000	32 600	40 100	62 800
Élèves des autres établissements d'enseignement supérieur		66 000	130 000	213 800	237 700

op. cit., p 149.

■ L'enseignement technique de 1970 à 1989

	1970	1975	1980	1985	1989
Nbre de CAP et de BEP	211 845	259 443	313 951	377 226	403 992
Nbre de bac de techniciens	28 600	50 804	62 660	82 486	106 554
Nbre de BTS et de DUT	16 945	26 272	37 211	53 639	71 023

op. cit., p 185.